



COMMUNIQUE ROMEUROPE

Lyon, le 13 juin 2010

A l'occasion de ses rencontres nationales de ce week-end à Lyon, le Collectif national Droits de l'Homme Romeurope réexprime ses plus vives inquiétudes sur la situation des quelques 15 000 Roms, essentiellement roumains et bulgares, présents en France.

Tous leurs droits fondamentaux sont régulièrement violés par les pouvoirs nationaux et locaux :

- 5 000 enfants non scolarisés
- Expulsions régulières des lieux de vie par harcèlements policiers sans procédure judiciaire ni possibilité de recours
- Refus d'entrée dans le droit commun en matière d'habitat
- Restrictions et contraintes lourdes dans l'accès à l'emploi de ces ressortissants européens
- Mises en centres de rétention et reconduites à la frontière

On ne peut que s'interroger sur le caractère intentionnel de ces injustices flagrantes qui maintiennent tous ces Roms dans une très grande précarité, boucs émissaires faciles de préjugés et d'un racisme séculaire.

Derniers exemples, Romeurope dénonce les déclarations du Secrétaire d'état aux affaires européennes du 6 juin 2010, reprises hier par le Président de la République, qui stigmatisent tous les Roms aux motifs de quelques faits-divers délictueux.

Des solutions existent, comme en témoigne le rapport Romeurope 2009 à paraître fin juin : l'égalité des droits et l'application du droit commun comme pour tous les autres citoyens européens.